



Conseil économique et social

Distr. générale
26 septembre 2011
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2012

30 janvier- 8 février et 17 février 2012

Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010 présentés par le Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Syndicat dominicain des journalistes pour la paix	2
2. Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia	3
3. Commission pour l'éthique et la liberté religieuse de la Convention baptiste du Sud	5
4. Forum for Women and Development	6
5. Foundation for Ecological Security	8
6. Fondation Projekta pour les femmes et les services de développement	10
7. Freedom House	13
8. Girl Scouts of the United States of America	15
9. Global Volunteers	16
10. Gulf Automobile Federation	18
11. Human Rights First	19
12. Inclusion International (anciennement Ligue internationale des associations pour les personnes handicapées mentales)	21
13. Indian Council of Education	23
14. Information Habitat: Where Information Lives	25
15. Initiatives: Women in Development	27



1. Syndicat dominicain des journalistes pour la paix

Statut consultatif spécial octroyé en 1995

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

1. Dans le domaine de la promotion des droits de l'homme, l'institution a organisé neuf cours pendant la période de 2007 à 2010, qui ont tous utilisé des documents concernant les droits de l'homme publiés par l'ONU pour contribuer à la promotion des droits de l'homme et à leur respect et à celle de la paix. Au total, 4 612 personnes ont participé à ces cours.

2. L'organisation a tenu sept ateliers sur la culture de la paix auxquels ont participé 2 112 personnes pour expliquer le rôle des Nations Unies pour le maintien de la paix dans le monde.

Participation aux réunions des Nations Unies

En raison de difficultés économiques, l'organisation n'a pas pu participer aux activités des Nations Unies pendant la période faisant l'objet du rapport mais au cours de la prochaine période (2011-2014) elle participera à au moins une activité par an.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Pendant la période couverte par le rapport, l'organisation n'a participé à aucun projet avec les Nations Unies car elle se concentre sur des activités d'éducation dans les domaines de la paix, des droits de l'homme, des objectifs du Millénaire pour le développement et autres. Au cours de la prochaine période (2011-2014), elle y participera.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement, l'institution a travaillé à Moca (République dominicaine), à la réalisation des objectifs suivants :

- **Objectif 3.** L'organisation a tenu 12 ateliers sur l'égalité des sexes auxquels ont participé 2 625 femmes et 1 915 hommes âgés de 16 à 54 ans; 19 ateliers sur la violence domestique auxquels ont participé 2 075 personnes, hommes et femmes, âgés de 16 à 35 ans, ainsi que des procureurs et des responsables des services de santé publique; 13 ateliers sur la violence à l'égard des femmes auxquels ont participé 3 012 femmes et 2 159 hommes, âgés de 15 à 50 ans.
- **Objectif 4.** En 2008, l'institution a dirigé 3 activités médicales pour 660 enfants de moins de 5 ans (409 filles and 251 garçons); en 2009, 2 activités médicales pour 521 enfants de moins de 5 ans (198 filles et 323 garçons); en 2010, 3 activités médicales pour 802 enfants de moins de 5 ans (438 filles et 364 garçons). Les enfants ont été traités pour différentes maladies, en

particulier diarrhée, vomissements, parasites, maladies de la peau, anémie, malnutrition et maladies associées ainsi qu'affections des yeux.

- **Objectif 7.** L'institution a collaboré avec différentes institutions environnementales pour le reboisement du Bassin du fleuve Jamao dans la cordillère centrale du pays. Elle a aidé à planter près d'un demi-million d'arbres.

Informations supplémentaires

Par le biais de la radio et de la télévision, l'institution s'est efforcée d'expliquer aux gens le rôle des Nations Unies dans les missions de maintien de la paix en Haïti et dans d'autres pays frappés par la violence.

2. Equidad de Género : Ciudadania, Trabajo y Familia

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

Equidad de Género : Ciudadania, Trabajo y Familia (dénommée ci-après Equidad) est une organisation non gouvernementale mexicaine qui a été fondée en 1996 par des dirigeantes féministes de différents secteurs du Mexique.

Objectifs et buts de l'organisation

Equidad a pour mission de promouvoir l'égalité des sexes en assurant le suivi et la sensibilisation à une politique publique sensible aux différences entre les sexes et en renforçant le leadership et la participation civile dans la vie politique et sociale du pays.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Afin de faire progresser la réalisation du programme de développement du Conseil économique et social et des Nations Unies, Equidad a participé à des réseaux régionaux et internationaux et s'est engagée dans des activités régionales et internationales de sensibilisation, en particulier à la santé et au développement des femmes. La Directrice d'Equidad est notamment membre du Conseil de direction du Réseau pour la santé des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes et l'organisation est affiliée à ANDAR (Alliance nationale pour le droit de décider) au Mexique. En sa qualité de représentante légale de l'organisation et en tant que représentante des réseaux susmentionnés, la Directrice a participé avec d'autres membres du personnel aux réunions suivantes où elle a plaidé en faveur de la santé procréative et sexuelle des femmes, de leurs droits et d'un programme de développement complet. En 2009, Equidad a envoyé deux délégués à la Réunion des femmes représentant les réseaux régionaux d'Amérique latine et des Caraïbes au Processus du Caire+15 qui s'est tenue du 3 au 5 août 2009 au Panama. En 2009 également, la Directrice d'Equidad a été invitée à la Réunion de haut niveau sur la santé maternelle – objectif 5 du Millénaire pour le développement, tenue le 26 octobre 2009 à Addis-

Abeba et organisée par le Ministre de la coopération pour le développement des Pays-Bas et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Participation aux réunions des Nations Unies

- **2008.** Equidad a envoyé deux représentantes à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 25 février au 7 mars 2008 à New York. Ses deux représentantes ont reçu une bourse de la Division de la promotion de la femme et ont assisté à la session en qualité d'observateurs. Dans le cadre de la préparation de la session, Equidad a présenté une déclaration écrite (E/CN.6/2008/NGO/36).
- **2009.** Equidad a envoyé deux représentants à la quarante-deuxième session de la Commission sur la population et le développement, tenue du 30 mars au 3 avril 2009 à New York. La Directrice d'Equidad a également assisté à la session en qualité de membre de haut rang de la délégation officielle mexicaine. Pour préparer la session, Equidad a présenté une déclaration écrite (E/CN.9/2009/NGO/8). Pendant la session, l'organisation a aidé à rédiger une déclaration orale, qu'elle a signée, intitulée « Déclaration politique des organisations de femmes et de jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes présentes au Processus du Caire+15 ».
- **2010.** Equidad a envoyé cinq représentants à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 1^{er} au 12 mars 2010 à New York. Equidad a également envoyé un représentant à la quarante-troisième session de la Commission de la population et du développement, tenue du 12 au 16 avril 2010 à New York. La Directrice d'Equidad a également participé à cette session en qualité de membre de haut rang de la délégation officielle du Mexique. En outre, en 2010, l'organisation a envoyé un représentant à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue du 20 au 22 septembre 2010 à New York.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Tout au long de son histoire, Equidad a collaboré avec les organismes des Nations Unies au Mexique, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le FNUAP et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM, maintenant l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Equidad a également participé à la Campagne mondiale de réforme des structures en faveur de l'égalité des sexes en Amérique latine afin de promouvoir la création d'ONU-Femmes. Égalité a réalisé plusieurs projets en collaboration avec UNIFEM (maintenant ONU-Femmes) et le FNUAP pendant la période faisant l'objet du rapport. Equidad a reçu un financement d'UNIFEM (maintenant ONU-Femmes) pour l'organisation de la onzième Réunion féministe d'Amérique latine et des Caraïbes du 16 au 20 mars 2009 à Mexico City.

3. Commission pour l'éthique et la liberté religieuse de la Convention baptiste du Sud

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

La Commission pour l'éthique et la liberté religieuse de la Convention baptiste du Sud est l'institution qui se penche sur les préoccupations sociales, morales et de liberté religieuse de la Convention baptiste du Sud. Cette institution a été mise sur pied en 1908 et créée sous le nom de Commission de la vie chrétienne de la Convention baptiste du Sud en 1913. Sa structure actuelle a été mise en place en 1953 et elle a pris son nom actuel en 1997.

Objectifs et buts de l'organisation

L'organisation se consacre aux préoccupations sociales, morales et éthiques, y compris les droits de l'homme, en particulier la liberté de religion, les questions relatives à la pauvreté, la population et la famille. Elle s'efforce de veiller à ce que les droits sociaux et religieux soient garantis à tous. Ces initiatives ont pour but de veiller à ce que la Déclaration universelle des droits de l'homme soit respectée de façon à ce que chacun – fondamentalement doté de sa dignité avec des droits égaux et inaliénables – puisse jouir de la liberté, de la paix et de la justice.

Changements importants survenus dans l'organisation

En 2010, les statuts de l'organisation ont été révisés avec des modifications ne portant pas sur le fond pour clarifier le libellé du document et l'aligner sur les procédures actuelles.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Au cours des quatre dernières années, l'organisation a accordé une grande attention aux questions telles que les droits de l'homme, la liberté religieuse, la traite des êtres humains et la faim – qui sont toutes des préoccupations de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes subsidiaires. Ses efforts ont porté notamment sur l'éducation des membres et des responsables nationaux et internationaux, les interventions dans des conférences, des rallyes et des conférences de presse et des émissions radiodiffusées par des stations indépendantes. L'organisation a également donné des informations à ses membres sur certains de ses travaux en sa qualité de membre du Conseil économique et social doté du statut consultatif spécial. Un bref compte rendu de l'engagement de l'organisation sur ces questions est donné ci-après. Des persécutions internationales très répandues ont obligé l'organisation à participer à des sommets nationaux pour s'exprimer contre ces abus des droits de l'homme. Elle a sensibilisé les membres et les autorités américaines à la situation critique des demandeurs d'asile et des réfugiés déplacés par la violence sociale interne ou les persécutions religieuses dans leur patrie. Elle a soumis une série de recommandations au Gouvernement américain sur la façon de traiter et de réduire au minimum les viols dans les prisons et les lieux de détention des États-Unis. En 2010, l'organisation a collaboré étroitement avec d'autres organisations et les services du Congrès américain à la rédaction de la législation destinée à encourager de meilleures conditions d'emprisonnement et de détention à l'échelon international. Elle a aidé à dénoncer l'industrie de la traite des

êtres humains dans le monde. Elle a notamment participé à la rédaction de textes législatifs importants contre la traite, adoptés ultérieurement sous forme de loi en 2008 pour poursuivre énergiquement les trafiquants du sexe aux États-Unis et renforcer les efforts visant à lutter contre l'esclavage et la traite des êtres humains dans le monde entier. L'organisation a sensibilisé au fléau de la faim dans le monde en apportant son soutien à l'idée d'un dimanche annuel mondial contre la faim et au Fonds mondial contre la faim de la Convention baptiste du Sud qui fournit des moyens et des possibilités d'éducation pour contribuer à alléger la faim au niveau international.

Participation aux réunions des Nations Unies

Le Vice-Président de l'organisation pour les politiques publiques et la recherche a participé au forum international organisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur le thème « Dialogue interconfessionnel : que peut faire la communauté religieuse pour lutter contre la traite des êtres humains », au Cap (Afrique du Sud), du 3 au 5 octobre 2007. La participation de l'organisation a aidé à fournir une base d'idées collectives pour le Forum mondial sur la lutte contre la traite des êtres humains, organisé à Vienne par l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains, du 13 au 15 février 2008. Les représentants de l'organisation ont participé à la Conférence du Département de l'information/organisations non gouvernementales intitulée « Changements climatiques : quelles conséquences pour nous? », tenue à New York du 3 au 5 septembre 2007. En 2008 et 2010, le Vice-Président de la Commission pour les politiques publiques et la recherche a pris part à des réunions avec des délégations internationales au Siège de l'Organisation des Nations Unies sur la résolution relative à la lutte contre la diffamation des religions examinée par l'Assemblée générale.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de chacune des quatre dernières années, l'organisation a souligné l'anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948 par des communications aux membres et aux dirigeants nationaux et internationaux. Chaque année, la Commission a également promu la liberté religieuse et la sensibilisation à la faim en mettant particulièrement l'accent sur ces questions les dimanches dans les églises.

Informations supplémentaires

Le manque de ressources financières et ses effectifs limités freinent la participation de l'organisation aux manifestations des Nations Unies.

4. Forum for Women and Development

Statut consultatif spécial octroyé en 1999

Introduction

Le Forum for Women and Development est un centre d'informations sur les questions féminines internationales qui met l'accent sur la diffusion des informations et la coopération pour le développement axé sur les femmes.

Objectifs et buts de l'organisation

L'organisation a pour objectif primordial de contribuer à l'amélioration de la situation sociale, économique et politique des femmes au niveau international. Depuis décembre 2010, elle comprend 77 organisations et comités de femmes dans des partis politiques, des syndicats et des comités d'aide et de solidarité. Le Forum renforce la collaboration entre les organisations féminines de Norvège dans leurs entreprises et leurs activités de coopération internationales; elle contribue à l'autonomisation sociale, économique et politique des femmes dans le cadre de projets internationaux de coopération et d'échanges de connaissances et elle s'emploie à sensibiliser l'opinion sur la condition de la femme en général par les relations publiques et l'information. Ces activités sont notamment les suivantes :

- Coordination du projet de coopération que les organisations féminines norvégiennes exécutent avec les femmes en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est;
- Activités de communication visant à mieux sensibiliser l'opinion publique norvégienne en améliorant sa connaissance de la situation et de la participation des femmes dans une perspective globale, par l'administration et la mise à jour d'un portail Internet;
- Activités de sensibilisation des autorités norvégiennes, des organisations d'aide internationales, du système des Nations Unies et des institutions multilatérales afin qu'ils comprennent mieux les problèmes des femmes;
- Coordination et facilitation de la coopération entre organisations féminines par des campagnes et des séminaires communs concernant les problèmes des femmes ainsi que par des conférences annuelles d'entraide avec des partenaires du Sud;
- Accueil du Forum 1325 : ces réunions ont pour objectif de coordonner les efforts des organisations sur des questions d'intérêt commun et d'améliorer le renforcement des capacités entre les organisations féminines en Norvège et à l'étranger;
- Coordination et participation à des réunions et conférences internationales, organisation de manifestations parallèles aux conférences mondiales telle que la Commission de la condition de la femme;
- Rôle de centre de compétences et d'informations pour les organisations membres, les autorités, les médias et autres.

Changements importants survenus dans l'organisation

En 2007, le Forum for Women and Development a adopté une stratégie globale. Il a décidé de se concentrer sur quatre domaines politiques principaux : formation et mobilisation en faveur des droits des femmes, violence à l'égard des femmes, les femmes dans des situations de conflits et à l'issue de conflits, droits économiques et politiques et participation. Pendant la période de la stratégie 2007-2012, le Forum a pour but de contribuer :

- Au renforcement des droits des femmes : l'organisation des femmes et leur participation auront pour résultat une meilleure connaissance des droits des femmes, leur officialisation, leur respect et leur réalisation;

- À la lutte contre la violence à l'égard des femmes : l'organisation renforcera son influence sur les attitudes, le comportement, les cadres judiciaires et les mesures d'appui en vue de réduire la violence à l'égard des femmes;
- Au renforcement de la participation politique et économique des femmes : leur organisation et leur participation leur permettront de mieux contrôler les ressources économiques et d'avoir plus d'influence sur les structures politiques à différents niveaux;
- Au renforcement du Forum en tant que défenseur des droits des femmes : en collaboration avec des organisations féminines des pays du Sud, il sera mieux en mesure d'exercer des pressions et de sensibiliser l'opinion publique, les autorités norvégiennes et les forums internationaux aux droits des femmes.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a fait avancer les droits en matière de sexualité et de procréation à l'Assemblée générale des Nations Unies, à la Commission de la condition de la femme et dans le cadre des travaux préparatoires à la création d'ONU-Femmes.

Participation aux réunions des Nations Unies

Chaque année, l'organisation a participé à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Commission de la condition de la femme. Elle a également pris part au segment de haut niveau de la session de fond de 2010 du Conseil économique et social sur la distinction homme-femme. Le Forum participe également activement à différentes conférences internationales des Nations Unies.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Le Forum est un Comité national d'ONU-Femmes. Il collabore aussi étroitement avec le PNUD et le FNUAP sur différentes questions.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Une déclaration a été prononcée à la réunion du Conseil économique et social sur les droits en matière de sexualité et de procréation. La Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes a été marquée par la tenue de séminaires, des marches aux flambeaux et des campagnes nationales de sensibilisation tout au long de cette période. Les campagnes et les séminaires ont été signalés dans les médias aux niveaux local, régional et national.

5. Foundation for Ecological Security

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

La Foundation for Ecological Security s'occupe de la restauration écologique et de la conservation des ressources en terre et en eau des hauts plateaux et autres zones écologiquement fragiles, dégradées et marginalisées du pays et de mettre en place des processus de coordination des efforts humains et de gouvernance.

Objectifs et buts de l'organisation

Entreprendre des activités, soit directement soit avec et dans le cadre de différentes institutions villageoises démocratiques, d'organismes fédéraux et d'organisations de la société civile, consistant en initiatives écologiquement durables, socialement et économiquement équitables et portant secours aux pauvres, en particulier.

Changements importants survenus dans l'organisation

- Les opérations de la fondation ont augmenté de 85 800 à 129 126 hectares, pour couvrir 205 454 ménages par rapport à 107 906 en 2006-2007.
- Elle a lancé ses activités dans une autre partie de l'Orissa. Une nouvelle équipe de projet est également mise sur pied dans le nord-est de l'Inde pour développer encore ses interventions.
- Le budget opérationnel de la fondation a passé de 2,2 millions de dollars en 2006-2007 à 5,4 millions en 2010-2011.
- La fondation est membre de l'International Association for the Study of the Commons, de l'Union mondiale pour la nature et de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.
- L'organisation collabore avec l'Initiative sur les droits de propriété et l'action collective, Ressources forestières et Institutions internationales (IFRI), l'Université de Washington, l'Université de Clemson, l'International Livestock Research Institute (ILRI) et le Centre mondial d'agroforesterie pour entreprendre des projets pratiques et de recherche afin d'avoir une meilleure compréhension des problèmes et de renforcer ses interventions.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

- La Foundation for Ecological Security a organisé la treizième conférence biennale de l'International Association for the Study of the Commons afin de réunir des spécialistes ayant une expérience internationale et de mettre en évidence le rôle des communes dans le maintien de la santé écologique, de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration des mesures collectives. Huit cents participants de 69 pays ont assisté à la Conférence.
- Les activités de restauration écologique de l'organisation comprennent principalement la remise en état des sites dégradés et la mise en place de systèmes efficaces de gestion décentralisée des ressources naturelles. Elle utilise le Système de comptabilité des ressources naturelles pour montrer les avantages de la restauration des sites dégradés.
- L'organisation a mené une étude de recherche en collaboration avec le PNUD pour proposer des mesures programmatiques sur les problèmes relatifs à l'utilisation des terres, au changement d'utilisation et aux problèmes de foresterie dans quatre États du pays.
- L'organisation a lancé la première phase du Système d'information sur la biodiversité de l'Inde, à savoir le Système d'information aviaire afin de codifier les nombreuses informations disponibles sur la biodiversité de la flore et de la faune (www.avis.indianbiodiversity.org).

Participation aux réunions des Nations Unies

- L'organisation a assisté à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Bali du 3 au 14 décembre 2007, afin de participer aux délibérations du Réseau des organisations non gouvernementales du Fonds pour l'environnement mondial (ONG-FEM).
- L'organisation était le correspondant régional pour l'Asie du Sud du Réseau ONG-FEM de mai 2007 à mai 2011 et elle a contribué aux débats politiques concernant le cycle de projets de la cinquième reconstitution du FEM (FEM-5), la revalorisation et l'exécution du Programme de petites subventions au titre du FEM-5 et le rôle plus important de la société civile et sa participation au FEM-5. Le Directeur exécutif a assisté aux réunions du Comité de coordination du Réseau ONG-FEM à Washington en qualité de Président du Sous-Comité du Réseau sur la gouvernance et il a contribué au développement des mécanismes de gouvernance et d'affiliation du Réseau.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Pendant cette période, l'organisation a collaboré avec des organismes des Nations Unies : a) pour la réalisation de projets sur le renforcement des moyens de conservation des forêts et des terres tribales situées à l'intérieur et autour du Sanctuaire de la vie sauvage de Kumbhalgarh à Udaipur (Rajasthan) et sur l'amélioration des moyens de subsistance à l'échelon local ainsi qu'à la préparation d'un Annuaire/Atlas des zones communautaires préservées du Madhya Pradesh et de l'Orissa; b) à la réalisation d'un projet de stabilisation des ravins le long du fleuve Mahi avec l'appui du Programme de petites subventions du PNUD; et c) à l'organisation de la treizième conférence biennale de l'International Association for the Study of Commons avec le PNUD États-Unis et le PNUD-FEM Inde.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de remise en état ont été développées pour couvrir 129 126 hectares en améliorant la gestion communautaire des ressources naturelles et en soutenant les moyens de subsistance de 205 454 ménages, par le biais d'un bassin hydrographique. Dans le cadre de ses activités de promotion de moyens de subsistance durables, l'organisation a aidé à produire 0,65 million journées/personne dans les zones où elle a des projets au cours des quatre dernières années. Elle a entrepris la plantation de 2,85 lakhs d'arbres sur 33 233 hectares de terres (mars 2010) sur six sites de projet.

6. Fondation Projekta pour les femmes et les services de développement

Statut consultatif spécial octroyé en 1999

Introduction

La Fondation Projekta pour les femmes et les services de développement est une organisation non gouvernementale dont le siège se trouve à Paramaribo, capitale du Suriname.

Objectifs et buts de l'organisation

Projekta a pour mission de renforcer les capacités et les aptitudes des femmes, des jeunes et autres groupes vulnérables à participer pleinement au processus de développement humain.

Changements importants survenus dans l'organisation

- Accent plus important mis sur la création de systèmes et de structures favorisant le dialogue politique entre la société civile et les décideurs aux niveaux local et national.
- Accent plus important sur les thèmes de la démocratie, de la gouvernance et de la participation de la société civile, outre l'égalité entre les sexes. Notre logo est maintenant « PROJEKTA : Gouvernance, Participation et Égalité entre les sexes ».
- Accent spécifique mis sur approche privilégiant les droits de l'homme.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Certaines des principales activités entreprises par Projekta au cours des quatre dernières années ayant contribué aux travaux de l'Organisation des Nations Unies sont notamment les suivantes :

- Activité annuelle de sensibilisation à la Journée internationale de la Démocratie (15 septembre), à la Journée internationale des femmes (8 mars) et à la Journée mondiale de la lutte contre le sida (1^{er} décembre). Ces activités de sensibilisation comprennent des déclarations (« lettres à l'éditeur »), des lettres au Parlement, des blogs et des affichages sur Facebook et/ou la production et la représentation de films ou d'œuvres théâtrales.
- Fondation et organisation du Mois annuel de la démocratie (tous les mois de novembre depuis 2008). Pendant ce mois, l'organisation attire l'attention sur les aspects informels et culturels de la démocratie (autres que les élections). Il s'agit notamment d'activités de sensibilisation (radio, presse et télévision), de discussions et de recherche sur les problèmes liés à la démocratie, de même que de la publication du bulletin annuel intitulé « L'état de notre démocratie ».
- Lobby, sensibilisation et recherche pour l'égalité entre les sexes dans les initiatives en matière d'éducation et de santé et pour une politique nationale plus participative et efficace dans ce domaine.
- Lobby pour des processus plus inclusifs et participatifs à l'établissement des priorités, la formulation des politiques et leur application par les organisations locales des Nations Unies et les bureaux locaux d'autres partenaires internationaux importants au développement.
- Formation et renforcement des capacités des écoliers, des organisations de jeunes et des organisations communautaires. Le programme de conseil pour les jeunes intitulé « Un avenir en or » a reçu un Prix des meilleures pratiques en matière d'efficacité et d'innovation du Concours caraïbe de la Banque mondiale intitulé « Protéger les garçons contre les risques ».

- Création d'espaces de dialogue entre citoyens et pouvoirs publics locaux et nationaux par le biais d'interfaces et d'un appui à la participation aux réunions de district.
- Création de productions de pièces de théâtre et de films pour la sensibilisation au VIH/sida. Deux de ces films ont gagné le Caribbean Population Awards du FNUAP.
- Lobby et sensibilisation à la lutte contre la corruption et à la création d'un institut national de médiateurs : lettres et présentations à des fonctionnaires et des parlementaires, recherche dans les processus politiques et formation de journalistes.

Participation aux réunions des Nations Unies

Projekta a participé à des réunions d'autres organismes des Nations Unies : 23 janvier 2008, Atelier des bureaux de pays des Nations Unies pour la formulation du Plan d'action commun pour la mise en œuvre des programmes de pays; Paramaribo, 11 et 12 mars 2008, sessions de formulation des projets des bureaux de pays des Nations Unies pour les Programmes de travail annuels de 2008; Paramaribo, 3 décembre 2009, session de formulation des projets des bureaux de pays des Nations Unies pour les Programmes de travail annuels de 2009; Paramaribo, 21 juillet 2010, membre du groupe d'UNIFEM à la Conférence mondiale sur le sida, Vienne.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

En 2007-2008, l'organisation a dirigé une évaluation et une stratégie sur les capacités des ONG au Suriname (en qualité de consultant de recherche pour le PNUD).

En 2008, l'organisation a produit *The Hardest Job*, une série de six documentaires télévisuels sur le métier de parent (activité de consultant pour le FNUAP, Suriname), ainsi que *Sma Mofa*, un film ludo-éducatif sur le VIH (projet pour la Communauté des Caraïbes et le Partenariat pancaraïbéen de lutte contre le VIH/sida, en partenariat avec différentes organisations des Nations Unies). Le film a été présenté pour la première fois à l'échelle nationale à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida (1^{er} décembre 2008) à Paramaribo et il a gagné un Prix régional de la population du FNUAP en 2009. En 2008, l'organisation a conçu et produit un dossier ludo-éducatif sur le VIH/sida dans les Caraïbes (projet pour la Communauté des Caraïbes et le Partenariat pancaraïbéen de lutte contre le VIH/sida, en partenariat avec diverses organisations des Nations Unies).

En 2009, l'organisation a conçu et mis en œuvre un atelier de formation élémentaire de cinq jours sur la distinction homme-femme, l'intégration d'un souci d'égalité entre les sexes, les statistiques ventilées par sexe, l'analyse des distinctions fondées sur le sexe, les modalités d'aide des donateurs et l'égalité des sexes et la budgétisation sensible à la problématique hommes-femmes (activité de consultant pour UNIFEM et le Ministère de l'intérieur), Paramaribo.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période 2002-2009, l'organisation a dirigé la formation et le renforcement des capacités de 3 communautés villageoises locales et de 12 organisations communautaires rurales dans les domaines du suivi politique participatif, du développement rural, de l'esprit d'entreprise, de la distinction homme-femme et des aptitudes professionnelles.

7. Freedom House

Statut consultatif spécial octroyé en 1995

Introduction

Il n'y a pas eu de changements.

Objectifs et buts de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Les travaux de recherche et les publications annuels de Freedom House donnent aux pays des informations spécifiques sur les droits fondamentaux qui sont utilisées dans le monde entier par des journalistes, des universitaires, des responsables politiques, d'autres organisations non gouvernementales et les représentants de gouvernements et d'organisations multilatérales, notamment les Nations Unies. Une brève description de ses recherches et publications les plus pertinentes est présentée ci-après :

a) *Freedom of the World* – Enquête annuelle sur la situation relative aux droits politiques et aux libertés publiques dans chaque pays du monde. Les méthodes employées pour la conduire s'appuient sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et évalue le degré de liberté des personnes dans sept catégories importantes, notamment processus politiques, pluralisme politique, gouvernance, liberté d'expression et de croyance, liberté syndicale, règle de droit et droits individuels;

b) *Freedom of the Press* – Enquête rendant compte des tendances relatives à la liberté de la presse dans chaque pays du monde sous la forme d'un classement numérique et fournissant un résumé des principaux événements ayant eu lieu au cours de l'année considérée. Les résumés renseignent sur le contexte juridique, les pressions politiques quant au contenu des articles et les contraintes économiques pesant sur les activités des médias indépendants;

c) *Freedom on the Net* – Index numérique complet et comparatif d'analyse de la liberté sur Internet. L'édition pilote qui portait sur 15 pays a été publiée en 2009.

Participation aux réunions des Nations Unies

Pendant la période faisant l'objet du rapport, Freedom House a envoyé des délégations à plusieurs sessions ordinaires et d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme à Genève :

- **2007** : Des représentants ont participé à la quatrième session ordinaire du Conseil du 20 au 24 mars et dirigé une manifestation parallèle sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée;
- **2008** : Un représentant a participé à la première session de l'examen périodique universel du 7 au 9 avril;
- **2009** : Des représentants ont participé à la dixième session ordinaire du 9 au 13 mars et tenu trois sessions parallèles sur la situation des droits de l'homme à Cuba, en Égypte et au Zimbabwe; des représentants ont participé à la onzième session ordinaire du 1^{er} au 19 juin; des représentants ont participé à la réunion du Comité spécial sur les normes complémentaires du 19 au 30 octobre;
- **2010** : Des représentants ont participé à la treizième session ordinaire du 7 au 13 mars, dirigé une manifestation parallèle et prononcé une intervention orale sur le thème du « Dénigrement des religions »; des représentants ont participé à la quatorzième session ordinaire du 31 mai au 4 juin, dirigé une manifestation parallèle et prononcé une intervention orale sur la liberté d'expression en Afrique; des représentants ont participé à la quinzième session ordinaire et présenté des interventions orales sur a) la situation des droits de l'homme dans la Jamahiriya arabe libyenne et b) la liberté de la presse en Somalie.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

En 2009, Freedom House a soumis des rapports des parties prenantes au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour les examens périodiques universels de l'Égypte, du Kazakhstan et la République islamique d'Iran. En 2010, Freedom House a publié un rapport spécial intitulé « Policing belief: the impact of blasphemy laws on human rights » qui étudiait l'impact des blasphèmes ou des lois de dénigrement des religions sur les droits fondamentaux dans sept pays – Algérie, Égypte, Grèce, Indonésie, Malaisie, Pakistan et Pologne – où il existe de telles lois sur le papier et dans la pratique. Des exemplaires du rapport ont été envoyés aux rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et sur la liberté de religion ou de conviction; le rapport a été diffusé le 21 octobre 2010 à l'occasion d'une manifestation à New York à laquelle les États membres étaient invités.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Freedom House a contribué à l'objectif 3 des objectifs du Millénaire pour le développement en produisant un rapport spécial intitulé « Women's rights in the Middle East and North Africa 2010 », étude complète des droits humains des femmes dans la région. Ce rapport était un suivi du premier rapport du même genre publié en 2005 et donnait un compte rendu actualisé de la question, en mettant en particulier l'accent sur les changements intervenus au cours des cinq années précédentes.

8. Girl Scouts of the United States of America

Statut consultatif spécial octroyé en 2003

Introduction

Girl Scouts of the United States of America a été fondée à Savannah (État fédéré de Géorgie) en 1912. L'organisation compte 3,2 millions de membres – 2,3 millions de filles et 880 000 adultes qui travaillent principalement en qualité de volontaires. Les filles participent à l'établissement des programmes de l'organisation dans 112 conseils locaux situés partout aux États-Unis et dans plus de 92 pays à l'étranger par l'intermédiaire de la United States of America Girl Scouts Overseas.

Objectifs et buts de l'organisation

Girl Scouts of the United States of America est la principale organisation au monde vouée exclusivement aux filles – à toutes les filles – qui, dans un environnement tolérant et enrichissant, se forment le caractère et acquièrent les compétences nécessaires pour réussir réellement. Encadrées par des adultes bénévoles et motivés, les filles acquièrent des qualités qui leur serviront tout au long de leur vie, telles que l'esprit d'initiative, des valeurs solides, une conscience sociale et la conviction de leurs potentiels et de leur valeur personnelle.

Changements importants survenus dans l'organisation

Girl Scout Leadership Experience : en 2008, Girl Scouts of the United States of America a lancé un nouveau modèle de programme fondé sur les travaux originaux de recherche du Girl Scout Research Institute, « Change it up! », axé sur la définition du leadership des filles.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Girl Scouts of the United States of America est membre de la Coalition des adolescentes, réunie par la Fondation pour les Nations Unies et la Fondation Nike, de 2008 jusqu'à présent. Elle a coparrainé une manifestation parallèle pendant la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme : « Agenda for adolescent girls: a case for investment and action », le 4 mars 2008. Girl Scouts of the United States of America a été membre à part entière de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies.

Participation aux réunions des Nations Unies

Commission sur la condition de la femme : des représentants ont participé aux sessions suivantes à New York : 26 février-9 mars 2007; 25 février-7 mars 2008, 2-13 mars 2009, 1^{er}-12 mars 2010 et 22 février-4 mars 2011. Chaque année, 8 à 12 représentantes des Girl Scouts ont été désignées pour assister à la session aux côtés du personnel de l'organisation.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Girl Scouts of the United States of America a participé au lancement de l'exposition Paint the Planet, le 23 octobre 2008, parrainée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Seize Girl Scouts ont participé à l'évènement et une représentante, Sapreet Saluja, de l'Association mondiale des guides et des

éclaireuses a pris la parole. Girl Scouts of the United States of America s'est associée au PNUE pour annoncer la nomination de Giselle Bundchen comme Ambassadeur de bonne volonté du PNUE.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le 22 février de chaque année, à l'occasion de la Journée mondiale de réflexion, les guides et éclaireuses du monde entier célèbrent l'amitié internationale et participent à des activités qui les aident à réfléchir au fait qu'elles appartiennent à une communauté mondiale. Le thème de chaque année est choisi par l'Association mondiale des guides et des éclaireuses. Le thème de 2007 était « Découvrez votre potentiel » et celui de 2008 était l'eau et Girl Scouts of the United States of America a promu le fonds des États-Unis pour le projet « Robinet » de l'UNICEF. En 2009, l'Association mondiale des guides et des éclaireuses a commencé à harmoniser les thèmes de la Journée mondiale de réflexion avec les objectifs du Millénaire pour le développement. L'année 2009 s'est concentrée sur la lutte des filles contre les maladies telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme dans leurs communautés. En 2010, le thème était « Ensemble nous pouvons mettre fin à la faim et à l'extrême pauvreté ». Les filles ont appris ce qu'est la pauvreté dans leurs communautés et à l'étranger et elles se sont engagées dans des projets pour traiter ce problème. De 2008 à 2010, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a accueilli des programmes pour USA Girl Scouts Overseas à Paris à l'occasion de la Journée mondiale de réflexion. L'écusson du Girl Scout Global Action, conçu en partenariat avec l'Association mondiale des guides et des éclaireuses est une façon pour les filles de participer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En gagnant l'écusson Global Action, les filles apprennent, de façon amusante et éducative, à connaître les problèmes mondiaux graves qui touchent les filles, les jeunes femmes et leurs communautés. Le programme de jumelage pour le VIH/sida, partenariat entre les guides de San Diego et celles du Kenya, forment des filles comme éducatrices de leurs pairs pour la prévention du VIH/sida. La Global Cinema Series, programme de six mois pour les éclaireuses de 14 à 18 ans, utilise des films et des ressources de Girl Scout pour dispenser un enseignement sur les questions qui concernent les filles au niveau mondial. Les filles visionnent et discutent des films, participent à des activités de leadership et élaborent des projets pour traiter des problèmes similaires à ceux décrits dans les films.

9. Global Volunteers

Statut consultatif spécial octroyé en 1999

Introduction

Global Volunteers est une organisation privée, à but non lucratif, de développement international humain et économique non sectaire, axée sur l'amélioration des conditions de vie des enfants. Fondée en 1984, l'association envoie des équipes de volontaires à court terme pour travailler à des projets de développement à long terme. Près de 30 000 volontaires ont servi dans plus de 30 pays sur 6 continents.

Objectifs et buts de l'organisation

Global Volunteers se concentre sur les enfants. Elle aide les communautés locales à créer, favoriser et maintenir le bien-être des enfants afin qu'ils puissent réaliser totalement les promesses de leur potentiel humain.

Changements importants survenus dans l'organisation

Pendant plus de deux décennies, Global Volunteers a aidé à fournir aux enfants des communautés du monde entier les 12 services de base, bien qu'ils ne soient pas tous disponibles dans chaque communauté. En 2010, l'organisation a étudié la possibilité d'offrir à chaque communauté partenaire un appui total pour la fourniture des 12 services. Nous respectons le principe fondamental selon lequel, au niveau local, chacun est responsable de son propre développement humain et économique. Ceci est essentiel pour parvenir effectivement au développement, car c'est en effet au niveau local que chacun peut, mieux que quiconque, comprendre sa communauté, ses problèmes et ses possibilités.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Global Volunteers a soutenu les Nations Unies et les objectifs du Millénaire pour le développement dans plus de 150 communautés de 22 pays. Elle jouit de statut consultatif auprès de l'UNICEF et elle est partenaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la Growing Connection pour des activités de sensibilisation et la création de jardins scolaires et domestiques à l'aide de la technologie EarthBox®. Elle a également eu des entretiens de fond avec des responsables du Programme alimentaire mondial (PAM). Dans la mesure du possible, elle utilise les documents des Nations Unies, participe aux réunions et conférences de l'ONU et œuvre en faveur de ses buts et objectifs auprès des organisations partenaires dans le monde entier; les volontaires viennent de tous les coins des États-Unis et du Canada et des communautés locales que nous servons. Les volontaires de l'organisation aident à créer et entretenir les jardins scolaires et domestiques (en utilisant la technologie EarthBox®), appuient des programmes d'alimentation et de nutrition des enfants et leur fournissent des suppléments en micronutriments. Ils enseignent les règles de l'hygiène élémentaire en insistant sur la nécessité de se laver les mains avec de l'eau et du savon, donnent des informations sur le VIH/sida, fournissent des moustiquaires pour lutter contre le paludisme et des comprimés contre les vers. Ils enseignent également l'arithmétique, les sciences et l'anglais parlé dans des salles de classe, construisent des écoles, des dispensaires et des bibliothèques, forment des enseignants, aident à fournir des services d'assainissement adéquats et d'accès à l'eau potable, encouragent l'éducation des filles et offrent un appui psychosocial.

Participation aux réunions des Nations Unies

Ayant pris un congé sans solde de Global Volunteers en 2009 et 2010, Burnham Philbrook, Président et Directeur général de Global Volunteers, a participé à de nombreuses réunions et conférences des Nations Unies avec la FAO, le PAM, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti en sa capacité de Sous-Secrétaire adjoint des Farm and Foreign Agriculture Services du Ministère de l'agriculture des États-Unis. Nous sommes en faveur de la tenue de réunions dans d'autres pays; toutefois, lorsque ces

conférences se tiennent à l'étranger, la participation représente un défi financier. Au cours des quatre dernières années, les chargés de liaison de Global Volunteers ont participé aux comités de planification des conférences à New York.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Global Volunteers et le Bureau de la FAO à Washington ont coopéré pour présenter une demande de contrat au Ministère de l'agriculture américain pour la gestion d'un projet de jardins scolaires aux États-Unis. Malheureusement, cette demande n'a pas été acceptée; mais cette tentative a aidé à poser des jalons pour une coopération future avec la FAO dans la perspective de promouvoir des jardins scolaires et domestiques au Costa Rica, en Équateur, au Ghana, au Pérou, en Roumanie, à Sainte-Lucie et en République-Unie de Tanzanie.

Informations supplémentaires

Outre les initiatives prises à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation a également contribué au développement de ses partenaires communautaires dans le domaine de l'informatique.

10. Gulf Automobile Federation

Statut consultatif spécial octroyé en 1995

Introduction

La Gulf Automobile Federation est une organisation non gouvernementale active au Koweït depuis 1969. Elle favorise le tourisme et les voyages en voiture particulière.

Objectifs et buts de l'organisation

L'organisation œuvre en faveur du tourisme par ses contacts et sa coopération avec les institutions suivantes : a) L'Organisation internationale des Associations pour des mesures de sécurité routières au Luxembourg, b) l'Union des Organisations arabes du tourisme, c) l'Organisation américaine des agences de voyage, et d) Indian Union of Car Clubs.

Changements importants survenus dans l'organisation

L'organisation est toujours prête à assurer le suivi des problèmes avec diverses administrations douanières, contribuant par là au renforcement du tourisme en voiture particulière et au respect des droits des douanes et des États membres.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation contribue à la promotion du tourisme et à la coopération avec de nombreuses autorités, en particulier les représentants des membres des clubs suivants : a) Gulf Automobile Association au Koweït, b) Royaume d'Arabie Saoudite, c) Club of Cars and Tourism, Abu Dhabi (Émirats arabes unis), d) Club of Tourism Cars de Bahreïn, e) International Syria Club for Cars and Tourism; f) Club international automobile et du tourisme du Liban, g) Turquie (Arap Tourism and Trading), h) Club of Cars and Tourism de Doha (Qatar), i) Sudanese Club of Cars

and Tourism; j) République islamique d'Iran, k) International Cairo Club for Cars and Tourism (Égypte) et l) Automobile Association du Pakistan.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a chargé le cabinet d'avocats Borel & Barbey 2, rue de Jargonant, de la représenter, avec tous les droits et obligations qui lui sont conférés, en qualité d'observateur au Conseil économique et social des Nations Unies.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation coopère avec les États membres en faveur de la paix internationale et participe aux réunions tenues par des entités des Nations Unies dans différents pays.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation appuie le processus de renforcement des relations entre États membres pour améliorer et étudier les causes principales de la pauvreté et de la faim. Elle réfléchit aussi à la façon de renforcer les Nations Unies afin que cet organisme mondial puisse mieux servir les États et les peuples pendant cette nouvelle ère. L'organisation s'efforce d'améliorer les cartes routières et l'état des routes.

Informations supplémentaires

L'organisation se fait également un plaisir de renforcer les liens d'amitié entre les peuples de la région, en vue de consolider l'amitié et la paix au niveau international et de diminuer la menace du terrorisme.

11. Human Rights First

Statut consultatif spécial octroyé en 1991

Introduction

Human Rights First a été fondée en 1978 sous le nom de Lawyers Committee for International Human Rights en vue de promouvoir des lois et des politiques susceptibles de faire progresser les droits et les libertés universels. L'organisation s'emploie à protéger et défendre la dignité de chaque individu par le respect des droits de l'homme et la règle de droit.

Objectifs et buts de l'organisation

Pendant plus de trois décennies, Human Rights First a promu des lois et des politiques qui font progresser les droits et les libertés universels. Elle est convaincue que le renforcement du respect des droits de l'homme et de la règle de droit contribueront à mettre fin à la tyrannie, à l'extrémisme, à l'intolérance et à la violence et à garantir la dignité à laquelle chacun a droit. En poursuivant ses objectifs, Human Rights First constitue des alliances, procède à des recherches et des analyses, produit des rapports et engage de nouveaux membres afin de dégager un consensus plus durable pour faire progresser les droits de l'homme.

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas de changements importants.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Human Rights First a des connaissances particulières dans les principaux domaines de ses programmes thématiques : droits des réfugiés et questions relatives à l'asile; faire progresser les travaux des défenseurs des droits de l'homme dans le monde; promouvoir des interventions internationales efficaces pour les crimes contre l'humanité et les atrocités en série; lutter contre la discrimination; promouvoir la sensibilisation et le respect des droits de l'homme par les entreprises; encourager les États à respecter le droit international dans la lutte contre le terrorisme et la défense de la sécurité nationale. Dans chacun de ces domaines, elle interagit avec toute un éventail de mécanismes et d'institutions des Nations Unies, notamment le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et beaucoup de parties différentes du système des droits de l'homme des Nations Unies : organes de traité, procédures spéciales, Conseil des droits de l'homme et procédure d'examen périodique universel. Sa contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies comprend la préparation de rapports et de déclarations orales et écrites sur les violations des droits de l'homme et la protection des droits des réfugiés, des recommandations aux États membres pour qu'ils protègent et garantissent les droits de l'homme et remédient à leurs violations, des recommandations aux États membres pour qu'ils s'acquittent de leurs obligations de protection des droits des réfugiés, et des recommandations aux Nations Unies et aux organes de traité pour qu'ils encouragent le respect des droits de l'homme et les droits des réfugiés.

Participation aux réunions des Nations Unies

Human Rights First participe fréquemment aux réunions des Nations Unies relatives à ses domaines de compétences. Elle a participé activement au Comité préparatoire de la Conférence d'examen de Durban tenu à Genève en 2009 pour évaluer les progrès réalisés à l'égard des objectifs énoncés par la Conférence mondiale de 2001 contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Elle a également participé à la Conférence.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Human Rights First entretient activement le dialogue avec de nombreux organismes des Nations Unies. En ce qui concerne les organes de traité, elle a fourni des informations écrites aux membres du Comité des droits de l'homme et organisé des séances d'information spécialisées à leur intention pour son examen du respect de leurs obligations par les États-Unis d'Amérique en tant qu'État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Human Rights First a également donné des informations au Comité des droits de l'homme sur d'autres pays qui ont été au centre de son programme d'activités. Elle a fourni des informations écrites et organisé des séances d'information spécialisées relatives aux pratiques de détention et aux techniques d'interrogatoire abusives des États-Unis au Comité contre la torture. Elle a informé le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de la situation des défenseurs des droits humains des femmes en Colombie. Elle a présenté plusieurs communications pour le processus d'examen

périodique universel du Conseil des droits de l'homme. Elle collabore étroitement avec plusieurs détenteurs de mandat de procédures spéciales des Nations Unies, notamment le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spécial sur la torture et le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. En 2009, Human Rights First a pris une part active à la création d'un forum pour les mécanismes spécialisés de défense des droits de l'homme dans les organisations intergouvernementales, y compris le Rapporteur spécial des Nations Unies, en vue de mieux coordonner les efforts multilatéraux à l'appui des défenseurs des droits de l'homme dans le monde entier. En décembre 2009, elle a collaboré avec le HCR à l'adoption de directives sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

12. Inclusion International (anciennement Ligue internationale des associations pour les personnes handicapées mentales)

Statut consultatif spécial octroyé en 1975

Introduction

Il n'y a pas eu de changements.

Objectifs et buts de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Changements importants survenus dans l'organisation

L'adoption de la Convention relative aux droits des personnes handicapées a eu un impact positif sur les travaux et la façon de voir les choses d'Inclusion International. L'organisation a été plus facilement en mesure « d'établir un lien entre action au niveau local et changement au niveau mondial » maintenant qu'il existe un code de conduite universel que les pays peuvent appliquer.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Inclusion International encourage et appuie le rôle des familles pour faire progresser les droits de l'homme et l'inclusion des personnes mentalement handicapées en préconisant :

- a) Des politiques publiques respectueuses de la famille;
- b) L'accès des familles à l'information et leur formation;
- c) Un soutien aux familles grâce à une période de répit dans des centres de soins et une aide financière.

Inclusion International demande que toutes les personnes mentalement handicapées aient le droit de décider où et avec qui elles souhaitent vivre et de recevoir l'appui nécessaire au sein de la communauté en prenant spécifiquement des mesures pour que :

- a) Les personnes handicapées aient les mêmes possibilités que les autres de choisir un lieu de résidence où et avec qui elles souhaitent vivre et ne soient pas obligées de vivre dans un milieu de vie particulier;
- b) Les personnes handicapées bénéficient de tous les soutiens nécessaires;
- c) Les institutions résidentielles donnant un sentiment d'isolement soient fermées;
- d) Il n'y ait plus d'investissements pour la rénovation de telles institutions existant déjà ou la construction de nouvelles.

Inclusion International défend le droit des personnes mentalement handicapées à vivre au sein de la communauté en préconisant :

- a) Un soutien approprié, notamment services d'appui à domicile, en institutions et dans les communautés;
- b) Un soutien aux familles;
- c) L'accès aux services courants et à un soutien au sein de la communauté.

Inclusion International s'efforcera de promouvoir l'objectif de l'inclusion totale en plaidant en faveur :

- a) Du développement progressif de l'éducation sans exclusive;
- b) D'un ministère responsable de l'éducation de tous les enfants;
- c) De la formation d'enseignants afin que les besoins de chacun soient satisfaits dans des contextes ouverts à tous;
- d) D'un soutien aux familles;
- e) De l'élaboration d'une politique d'éducation pour tous.

Participation aux réunions des Nations Unies

Depuis 2007, Inclusion International a participé à des conférences organisées par l'UNICEF, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale et présenté des documents concernant les problèmes qui touchent les personnes mentalement handicapées. Inclusion International participe également chaque année à la Conférence des États Parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Coopération avec les organismes des Nations unies

Inclusion International participe activement avec l'UNESCO à la promotion du mouvement Éducation pour tous.

Elle a été membre du Comité des organisations non gouvernementales de l'UNICEF et a joué un rôle important dans la création d'un sous-comité s'intéressant plus particulièrement aux enfants handicapés.

De plus, elle a participé activement à l'élaboration de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et aux négociations y relatives.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le projet pilote national de Zanzibar a soutenu l'Association de Zanzibar pour les personnes handicapées dans leur développement. En janvier, l'Association a eu des consultations avec 50 familles afin d'identifier les problèmes concernant les droits des personnes handicapées dans leur développement. Suite à ces consultations, l'Association a pu identifier les problèmes concernant les droits des personnes handicapées et elle a organisé un atelier pour examiner les lacunes des politiques qui empêchent les familles d'apporter le soutien nécessaire à leurs enfants souffrant d'un handicap.

Inclusion International a organisé un forum régional pour les familles et les autodéfenseurs sur le thème « Transforming rights into action: Africa in focus », les 2 et 3 mars 2011 à Johannesburg (Afrique du Sud). Des représentants de plus de 16 pays de toutes les régions d'Afrique y ont participé de même que des orateurs invités comme Edah Maina, membre du Comité des droits des personnes handicapées de l'ONU.

Inclusion International, en collaboration avec Asdown Colombia, Inclusion Interamericana et la Fundación Saldarriaga Concha, a organisé un forum régional pour les familles à Bogota, du 10 au 13 novembre 2010. Plus de 300 personnes ont participé à ce forum qui avait pour thème « La voie de l'inclusion : ensemble nous pouvons changer! » et qui a eu un succès considérable.

Inclusive Education Canada, Inclusion International, Asdown Colombia et la Fundación Saldarriaga Concha ont uni leurs efforts pour organiser un voyage d'étude sur l'éducation sans exclusive intitulé « Éducation avec tous et pour tous » au Nouveau-Brunswick (Canada) le 4 avril 2010.

13. Indian Council of Education

Statut consultatif spécial octroyé en 1995

Introduction

L'Indian Council of Education est une organisation internationale des Indiens en Inde et à l'étranger. Elle a son siège à New Delhi, des bureaux en Europe et en Amérique du Nord et des bureaux affiliés en Asie et en Afrique.

Objectifs et buts de l'organisation

L'Indian Council of Education a été créé en 1985 en vue de promouvoir la sensibilisation sociale des masses, en particulier des catégories économiquement et socialement les plus faibles de la société indienne, aux maux les plus répandus et de leur faire prendre conscience de l'importance de l'éducation comme instrument de l'émancipation et du changement aux niveaux économique, social et culturel.

Changements importants survenus dans l'organisation

L'organisation poursuit une approche fondée sur les droits pour répondre aux besoins des catégories vulnérables et plus faibles de la société, en particulier les femmes, les enfants, les personnes handicapées physiquement et mentalement, les

toxicomanes et les malades du VIH/sida dans les pays en développement et en leur garantissant la jouissance des droits fondamentaux de l'homme.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions et manifestations parallèles de la quatrième à la quinzième session du Conseil des droits de l'homme (2007-2010) et a fait des interventions de la septième à la quinzième session. De plus, elle a organisé des séances d'information et des séminaires dans le cadre des sessions : cinquième session (juin 2007) : séance d'information sur l'examen périodique universel; neuvième session (septembre 2008) : séminaire sur l'avenir de l'ONU et le Nouvel Ordre mondial et les droits économiques, sociaux et culturels; dixième session (mars 2009) : séminaire sur les problèmes des droits de l'homme auxquels sont confrontées les femmes et les enfants des rues en Asie du Sud; et douzième session (octobre 2009) : séminaire sur les droits des minorités en Asie.

Participation aux réunions des Nations Unies

a) Segment de haut niveau de la session de fond de 2008 l'ECOSOC, New York, juillet 2008; b) Forum social sur les stratégies d'éradication de la pauvreté (31 août-2 septembre 2009), Genève. L'organisation contribue par des publications, des programmes de recherche et de vulgarisation. Quelques exemples : « Le terrorisme international et ses ramifications », 2007; « Nécessité du droit à l'éducation en Inde – une étude sur les abandons scolaires », 2007; « L'ONU et le nouvel ordre mondial », janvier 2008; « Le travail des enfants en Asie du Sud », 2008; « Autonomisation des femmes et droit à participer aux élections – une étude de cas en Inde », 2009; « Nouveau partenariat stratégique Asie-Afrique », 2009.

Le Conseil a organisé des conférences internationales, régionales et nationales, des séminaires et des réunions de débat en Asie du Sud, notamment sur les questions et les thèmes ci-dessous :

2006-2007 : violence domestique en Asie du Sud, « Lutte contre la torture, une approche fondée sur les droits de l'homme », (Université de Delhi, New Delhi (Inde)); 10 janvier 2007; le droit au développement (New Delhi); démocratie, droits de l'homme et développement social (Université de l'Himachal Pradesh); les droits de l'homme des migrants (Université de Delhi); les femmes et la paix (YMCA, Katmandou (Népal)); orientation sexuelle et identité des sexes (Université de Lucknow); la persécution des minorités sexuelles (Université de Delhi);

2008 : la situation des droits de l'homme au Népal (Habitat Centre, New Delhi); droits de l'homme et développement (Kashi Vidyapith Varanasi); le droit à l'alimentation dans les pays en développement (Université de Delhi); la lutte contre l'extrême pauvreté (Nirmala Niketan, Mumbai); le droit à l'information (Université du Cachemire, Srinagar); la prévention de la corruption en Inde (Mata Sundri College); les droits des femmes (Indira Gandhi National Open University); le Programme d'action urbain indispensable pour l'Asie (Université Jamia Millia Islamia); présentation des rapports internationaux sur les droits de l'homme (Loyola College, Chennai); le programme d'allègement de la pauvreté en Inde (Université de Lucknow);

2009 : Protection des enfants en Asie du Sud (Katmandou); violence contre les femmes et les enfants en Inde (Jamia Millia Islamia); l'autonomisation des femmes (Université de Delhi); l'impact négatif de la mondialisation (India International

Centre); la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (Université de Kanpur); la discrimination fondée sur les castes (Jesus of Mary College); éthique et valeurs des entreprises (New Delhi); les droits de l'homme pour tous (Université du Jammu); droits des minorités en Inde (Université musulmane d'Aligarh, Aligarh);

2010 : point de vue des jeunes sur le racisme et la discrimination raciale; droits des femmes (Université de Delhi); situation des droits des enfants en Asie (Jamia Millia Islamia); solution des conflits dans le Golfe (Université d'Agra, Agra); violence contre les enfants (Université de Lucknow); promotion des droits tribaux (Université Jawaharlal Nehru); défenseur des droits de l'homme – le besoin de protections (Sri Lanka); terrorisme d'État en Asie (Université d'Indraprastha); le droit de liberté d'expression (Jamia Millia Islamia); les droits de l'homme et le VIH/sida (Mumbai).

Coopération avec des organismes des Nations Unies

À part ses activités de sensibilisation, l'Indian Council of Education collabore avec des décideurs à l'élaboration de politiques facilitant l'intégration et mieux adaptées à ces problèmes sociaux. Les orateurs et les délégués aux différentes conférences organisées par le Conseil sont des universitaires bien connus qui élaborent des politiques.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

a) L'organisation a joué un rôle important pour sensibiliser les décideurs et les législateurs à l'adoption par le Parlement indien de la loi sur le Droit à l'éducation; b) elle a promu l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes en organisant des conférences, des séminaires et autres programmes de sensibilisation à l'égalité des sexes à l'intention des simples citoyens; et c) elle a participé activement à la lutte contre le VIH/sida en organisant, sensibilisant et éduquant les communautés aux problèmes des droits de l'homme relatifs aux personnes vivant avec le VIH/sida.

14. Information Habitat: Where Information Lives

Statut consultatif spécial octroyé en 1995

Introduction

Information Habitat : Where Information Lives continue à jouer un rôle unique au sein de la communauté des organisations non gouvernementales des Nations Unies en faisant porter son attention sur les incidences et les possibilités importantes de l'accélération de la croissance, de l'accessibilité économique et des technologies de l'information et de la communication à l'appui d'un avenir commun durable. De plus, elle s'est consacrée à des initiatives locales de terrain sur la viabilité à New York en reconnaissance du rôle critique de leadership des villes au cours de la transition vers la viabilité et de l'importance vitale des activités pratiques dans l'éducation au service du développement durable.

Objectifs et buts de l'organisation

L'organisation a pour objectif de « cofaciliter au niveau mondial la transition pacifique, créative, participative vers des sociétés, des économies et des milieux fondés sur la connaissance dans le contexte de la valorisation du rôle critique des technologies de l'information et de la communication pour assurer le passage à un avenir commun durable ». Les principales mesures prises par l'organisation comprennent une approche holistique comportant des activités de suivi des technologies de l'information et de la communication mettant l'accent sur les moyens de renforcer la participation à la prise de décisions reposant sur une large base et des informations appropriées et l'accès à l'information, permettant ainsi d'accéder aux marchés, à l'éducation, aux soins de santé et bien plus encore, et plus largement aux avantages du passage à un contexte essentiellement sans carbone pour les transactions économiques et sociales.

Changements importants survenus dans l'organisation

L'accélération rapide et continue des technologies de l'information et des communications – en particulier téléphones cellulaires, smartPhones, vidéo et photographie numériques – accompagnée d'une nette amélioration de l'accessibilité économique, du rythme de leur adoption et de leur utilisation dans les pays en développement et dans les pays développés ont conduit l'organisation à se concentrer sur la nécessité de promouvoir la compréhension de « l'univers de l'information » comme un royaume du monde naturel – et comme un royaume qui n'est pas régi par les contraintes de pénurie du monde matériel.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a essentiellement contribué aux travaux des Nations Unies par l'appui qu'elle a apporté en matière d'information et de contacts à la communauté des organisations non gouvernementales des Nations Unies et à leurs comités et réseaux. Des représentants d'Information Habitat ont assumé les fonctions de coprésident du Comité des organisations non gouvernementales pour l'éducation, axé sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et de président de son sous-comité des technologies de l'information et des communications. Dans le cadre de ce sous-comité, Information Habitat a compilé et organisé des documents importants des Nations Unies relatifs à la viabilité et à l'éducation au service du développement durable; elle a notamment constitué une collection hyperlien unique de documents clefs des Nations Unies sur www.un-documents.net et amélioré la valeur numérique de documents importants – y compris les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – en ajoutant des signets aux documents publiés en format PDF et par une compilation des documents auxquels ont été ajoutés des signets.

Participation aux réunions des Nations Unies

Des représentants d'Information Habitat ont participé aux sessions de la Commission du développement durable tout au long de la période quadriennale (New York, avril-mai 2007, mai 2008, mai 2009 et mai 2010) et aux réunions intergouvernementales préparatoires (New York, février-mars 2007 et février 2009). Des représentants ont également participé aux travaux de l'Instance permanente sur les questions autochtones, de sa sixième à sa neuvième session (New York, mai

2007, avril-mai 2008, mai 2009 et avril 2010) et à la première réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (New York, mai 2010). L'organisation a également été représentée à un certain nombre de séminaires accueillis par l'Université des Nations Unies.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Pendant la période quadriennale, l'organisation a coopéré avec des organismes des Nations Unies sur une base informelle/virtuelle, en mettant l'accent sur la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de moyens d'amélioration de l'accessibilité à l'information et aux documents des organismes des Nations Unies et de leur diffusion. Un exemple en a été l'utilisation d'un service de courrier électronique qui transmet en format RSS des informations sur la viabilité et les changements climatiques émanant des organismes des Nations Unies et d'autres sources.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 7 du Millénaire pour le développement : préserver l'environnement a été au centre des activités de l'organisation avec une double approche : promouvoir l'appréciation du passage à un cadre numérique comme voie principale d'accès à la viabilité et participer activement à des initiatives locales dans ce domaine, notamment d'agriculture urbaine, de récolte et de compostage sous pluie, assorties d'ateliers avec des écoles locales et participant à divers groupes d'action et de planification qui œuvrent pour faire de New York une ville viable.

15. Initiatives: Women in Development

Statut consultatif spécial octroyé en 2007

Introduction

L'organisation exerce ses activités en Inde et apporte également un appui en matière de formation à l'Asie du Sud et à d'autres pays. C'est une organisation mixte de formation, de recherche et de sensibilisation.

Objectifs et buts de l'organisation

- S'efforcer de parvenir à une société écologiquement durable
- Fournir un appui à la formation participative à des organisations de développement sur les questions liées au sexe, en vue d'aboutir à des changements appropriés d'attitudes, de connaissances et de compétences
- Mener des recherches sur des questions liées aux spécificités de chaque sexe et au développement et œuvrer en faveur du développement des femmes pauvres et marginalisées
- Promouvoir des réseaux nationaux et régionaux et influencer les politiques en tenant compte de la distinction homme-femme

Changements importants survenus dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation s'occupe de l'autonomisation politique des femmes, de leurs droits sur le lieu de travail, de la violence à leur égard, de leur santé et de leurs droits en matière de procréation. Elle a collaboré avec des réseaux de femmes en Inde et dans l'État du Tamil Nadu pour organiser un parlement des femmes en novembre 2009 et elle a dirigé l'Assemblée législative des femmes du Tamil Nadu en mars 2010. L'organisation s'efforce de parvenir à une représentation de 33 % de femmes dans les organes législatifs. Elle a organisé des consultations avec des dirigeantes de différents partis politiques afin d'atteindre cet objectif de 33 %. Ces initiatives sont conformes au programme plus large de l'ONU et au Programme d'action de Beijing. Dans le cadre de son travail de recherche sur l'impact du microcrédit sur les femmes et sur la discrimination judiciaire fondée sur le sexe dans les jugements relatifs à des viols, l'organisation se bat pour l'égalité des sexes. La recherche sur l'emploi des femmes handicapées porte sur les droits de ces femmes. L'organisation a également fait des recherches sur la responsabilité de l'État en ce qui concerne la santé des femmes. Ces activités vont de pair avec le programme des institutions des Nations Unies pour le développement.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme et fait entendre la voix des simples citoyennes dans les groupes et dialogues avec les institutions des Nations Unies.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

- L'organisation a soutenu des programmes du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) (maintenant ONU-femmes) et elle a participé aux processus de conception, de suivi et d'évaluation du plan quinquennal du Gouvernement indien, renforcé les liens entre la croissance économique et la justice concernant l'égalité des sexes et favorisé le développement par l'intermédiaire de l'Entité pour les femmes.
- Un certain nombre d'activités de formation des citoyens ordinaires ont été menées pour diffuser les messages du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et du Programme d'action de Beijing. Ces différentes questions ont été traitées principalement dans le cadre du Comité.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a participé aux initiatives suivantes :

- Campagnes énergiques en faveur des droits fonciers des femmes et pour leur donner l'accès à la terre et la possibilité de contrôler ces ressources;
- Efforts pour donner aux femmes sans terre la possibilité d'avoir accès à des terres et de les contrôler dans le cadre d'initiatives agricoles collectives et pour permettre aux femmes de participer directement à tous les niveaux du processus décisionnel sur les questions foncières;

- Organisation d'une consultation nationale sur les cultivatrices et l'agriculture collective, les 8 et 9 septembre 2010, et consolidation et renforcement de l'activisme dans le domaine des droits fonciers des femmes en Inde;
- Facilitation de la création d'un forum national, la Campagne nationale pour les cultivatrices et l'agriculture collective, afin de parvenir à la réalisation des droits fonciers des femmes. L'organisation défend les droits fonciers des femmes par des activités de sensibilisation, l'établissement de contacts, des programmes de renforcement des capacités, la recherche, la documentation et la diffusion de l'information;
- Efforts visant à faciliter la création d'un groupe autonome de cultivatrices pour exprimer leurs exigences qui comprennent et les droits des femmes et la prise en compte de leur point de vue dans l'élaboration des politiques. L'accès des femmes à la terre créé des opportunités économiques pour elles.

Informations supplémentaires

L'organisation a mené des travaux de recherche importants sur le microcrédit et l'autonomisation des femmes. Ces travaux ont porté sur les questions relatives à la santé, sur la violence à l'égard des femmes, sur les travailleuses et sur les droits fonciers des femmes.
